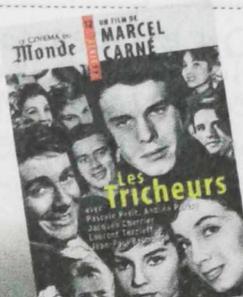


# Le Monde

Le « Clemenceau »  
Dernier voyage

Planète Page 4



Le cinéma  
du « Monde »  
Les Tricheurs

DVD N°12 - 5,60€ en plus  
du « Monde » - Uniquement  
en France métropolitaine



109 - 65<sup>e</sup> Année - N°19913 -

www.lemonde.fr

Fondateur : Huber

## Paris s'inquiète de la fragilité de la zone euro

- M. Sarkozy veut une réunion rapide des chefs d'Etat de l'Eurogroupe
- La France juge passives la Commission et la présidence tchèque de l'Union

L'Europe est sans capitaine, alors que la crise financière est loin d'être achevée et menace la cohésion de la zone euro. C'est le diagnostic de Nicolas Sarkozy, qui veut organiser une réunion exceptionnelle des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro courant février, sans attendre le Conseil européen des 19 et 20 mars. Objectif : afficher la solidarité de l'union monétaire et s'engager à un minimum de rigueur budgétaire pour dissua-

der les marchés financiers d'attaquer les Etats les plus faibles, comme ils l'ont fait à l'automne avec l'Islande et la Hongrie

Un mois après la fin de sa présidence, le chef de l'Etat juge que l'Union européenne (UE) est devenue invisible. La présidence tchèque est jugée passive, tout comme la Commission européenne, qui pourrait faire preuve de plus d'imagination. Son président, José Manuel Barroso, est accusé de ménager les Etats, pour s'assurer d'un

second mandat. M. Sarkozy est ressorti très préoccupé de sa conversation téléphonique avec Barack Obama, lundi 26 janvier. Le lendemain, devant les leaders de la droite, il a expliqué que la crise bancaire américaine en était plus à ses débuts qu'à sa fin. Il a fait part de ses inquiétudes sur la vulnérabilité des pays les plus faibles de la zone euro, citant explicitement la Grèce.

Arnaud Leparmentier

► Lire la suite page 7

# M. Sarkozy veut assurer la cohésion de la zone euro

Le chef de l'Etat s'inquiète de la vulnérabilité des pays les plus faibles comme la Grèce. Il veut que l'union monétaire évite le recours au FMI

## ► Suite de la première page

Après les banques, ce sont les Etats qui sont victimes de la défiance des marchés financiers. Les agences de notation ont dégradé la note de l'Espagne, du Portugal et de l'Allemagne. Des cartes jaunes ont été envoyées à la Grèce. Pour s'entendre à dix de l'Etat grec doit verser un intérêt de 8,8 %. L'Islande 5,5 %, contre 3,8 % pour la France et 3,3 % pour l'Allemagne. Des cartes jaunes depuis la création de l'euro. Les taux d'intérêt s'étaient alors alignés sur ceux du pays le plus vertueux, l'Allemagne.

La Grèce ne connaît pas de crise de liquidité puisque elle vient de lever 5,5 milliards d'euros et est en voie de subir le sort de la Hongrie, qui vient d'un intérêt à dix ans de 9,5 %. Les Allemands et les spécialistes financiers s'exaspèrent à l'idée que Nicolas Sarkozy puisse évoquer le sujet à la haute voix, ce qui risque d'alimenter la spéculation. « Il ne faut pas créer des prophéties autoréalisatrices », s'alarme un diplomate.

M. Sarkozy, qui devrait s'exprimer à la télévision jeudi, souhaite élaborer une doctrine ou un

mode d'emploi en cas de crise pour ne pas être passif et dépourvu. Il le soumettra d'ailleurs au conseil des chefs d'Etat et de gouvernement. Les agences de notation du FMI et les Etats assurent que les Européens resteront maître chez eux. « Imaginez l'air qu'on respire du représentant américain à l'Etat grec devant un intérêt de 8,8 % », dit-il. « L'Islande 5,5 %, qui n'a pas de problème en Californie, avait un problème en Californie ».

« Il ne faut pas créer des prophéties autoréalisatrices »

### Un diplomate

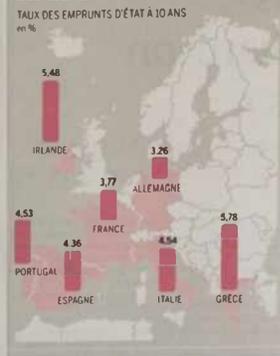
« Ils le règlementent eux-mêmes », explique un haut responsable français. « L'intervention du FMI pourrait être interprétée comme le premier pas vers l'écroulement de la zone euro ».

Pour s'affranchir du FMI, deux solutions se présentent. Soit on laisse l'Etat en question se redresser lui-même, en lui imposant un plan de rigueur draconien. C'est la thèse allemande, adoptée du côté de la banque centrale. Ou le président le fait à l'aveugle. « C'est le marché qui

force les Etats à être plus rationnels. C'est la juste peine », explique un spécialiste. « Soit on est contraint d'organiser un sauvetage entre Européens ce qui pose de graves problèmes juridiques et politiques. L'art de l'Etat est d'arriver à éviter cela de façon explicite que les banques centrales se renflouent les uns les autres et volent au secours des Etats. Cette exigence avait été formulée par l'Allemagne qui ne veut pas financer les pays dits du Club Med (Irlande, Espagne, Portugal, Grèce), accusés d'être incapables de maîtriser leurs finances publiques, et resumée par l'ancien ministre président de Bavière

Edmund Stoiber. « Une hypothèse est que l'Etat français, financé par des emprunts qui sont aussi problématiques qu'une famille en Bavière ». Aborder ce sujet en pleine campagne électorale a demandé une lecture plus que maladroite. Toutefois, précise un ministre français, « on n'est ni à la lettre de la traite, on va dans le mur ». « Le président de la République est en contact avec le président de la banque centrale européenne Jean-Claude Trichet qui a déclaré

## Des écarts croissants dans la zone euro



qu'il ne croyait pas à un éclatement de la zone euro. Interrogé, le BCE indique qu'elle travaille « exclusivement dans le cadre des mécanismes de soutien ». L'expérience a montré que les Européens savaient faire preuve d'imagination. L'hypothèse d'une agence européenne chargée de mettre des emprunts d'Etat ce qui mutualiserait les risques et réduirait le coup de crédit pour les Etats les plus faibles, est une hypo-



SOURCES : COMMISSION EUROPEENNE, BLOOMBERG

these parmi d'autres. Elle est reprise par les Allemands. Or, M. Sarkozy vient parvenu à un accord préalable avec la chancelière allemande Angela Merkel, qui le rencontrera à Munich samedi 7 février. La réunion de la zone euro pourrait se tenir à Berlin autour du 10 février quand M. Sarkozy se réunira les dirigeants européens comme la réunion du G20 de Londres du 4 avril censée refonder le capitalisme

mondial. Le britannique Gordon Brown serait dans les parages, ce qui permettrait de la convier à discuter avec qui il ne fait pas partie de la zone euro. La tenue d'une réunion à Berlin permettrait de mentionner M. Merkel qui cumule les ambitions de M. Sarkozy et affiche ses réticences sur les réunions de l'Europe, susceptibles d'exclure les autres pays européens. ■

Arnaud Lepetit

## M. Sarkozy veut que M. Obama vienne à Paris

Lors de leur entretien téléphonique, Nicolas Sarkozy a demandé à Barack Obama de faire une étape à Paris lors de son voyage en Europe, qui débutera par le sommet du G20 à Londres le 2 avril, et se poursuivra le 3 et 4 par la solennité anniversaire de l'OTAN à la frontiere franco-allemande, à Strasbourg et à Kehl, et une soirée à Baden Baden. A l'Élysée, on indique que M. Obama s'entendrait avec les dirigeants du G20 qui le rencontreront pas, avec ceux de l'OTAN qui n'y pas rencontrés. Bref, peu de temps pour le président français qui compte bénéficier d'une rampe contre-propagande. Les Tchèques espèrent accueillir M. Obama après le sommet de l'OTAN.

## Le gouvernement grec évite à la baisse ses prévisions économiques

Athènes  
Correspondance

Le gouvernement conservateur grec a révisé à la baisse vendredi 30 janvier, ses prévisions économiques pour les trois prochains années en raison de la crise mondiale qui inquette de plus en plus le pays. Le ministre de l'économie et des finances, Yannis Papathanasou, a déposé auprès de la Commission européenne son programme de convergence pour la période 2008-2011.

Le plan prévoit une croissance pour 2009 à 1,1% contre 2,7% prévu initialement dans le budget 2009, soit il y a une prise un mois

et un déficit public de 3,7% du PIB contre 2,1% du PIB prévu initialement. Les prévisions pour 2010 tablent sur une croissance de 0,6% et un déficit public de 3,3% du PIB. Le ministre a pas précisé le taux de la dette publique, le problème majeur de l'économie grecque. Quant aux prévisions budgétaires, s'élevait à 93,1% du PIB en 2008 et à 92,1% en 2009. Les prévisions pour 2010 sont les suivantes : 92,1% en 2009 et 92,1% en 2010.

Après la grille reçue par l'agence de notation Standard & Poor's,

qui avait dégradé la note souveraine de la Grèce, les prévisions de la Commission avaient provoqué de fortes inquiétudes dans les milieux financiers qui craignent un effondrement de l'économie grecque. M. Papathanasou avait répondu que les Cassandre grecs voyaient la sortie de la Grèce de la zone euro et le recours au FMI « font fausse route ». La Grèce ne se laissera pas influencer par la bonne marche de son économie, mais renforcera sa position.

Perspectives sombres

Mercredi, la Commission a lancé une nouvelle salve contre Athènes dans son rapport annuel sur les

progrès de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et le développement. « Bruxelles a vivement encouragé la Grèce d'engager des réformes structurelles, de réduire sa dette, de reformer son administration pléthorique et inefficace, de reformer son marché du travail en ouvrant aux femmes et aux jeunes ».

Les perspectives économiques sont sombres. Les deux principaux secteurs nationaux, la manne marchande et le tourisme, qui représentent une grande part du PIB, sont directement menacés par la récession. Une baisse de leurs activités pesera sur le déficit de la balance courante, fortement

déficitaire, de l'ordre de 13% du PIB en 2008.

Devant les mesures que s'annoncent le président et la puissante Commission générale des travailleurs grecs, a demandé à rencontrer le premier ministre pour examiner les mesures immédiates à prendre « contre les conséquences de la crise qui ont bouleversé les équilibres sociaux ou détriment des travailleurs ». Il a attiré son attention sur « la gravité des problèmes » auxquels il face les salariés en citant notamment les licenciements, les fermetures et la délocalisation des entreprises, le marasme économique des régions. ■

Didier Kunz

## Royaume-Uni

### Grèves contre l'embauche de travailleurs étrangers

Des centaines d'ouvriers étaient en grève dans plusieurs usines britanniques vendredi 30 janvier pour protester contre l'embauche de travailleurs étrangers. Le mouvement a commencé mercredi à la raffinerie Total de Lindsey (Lincolnshire) après que le groupe français eut annoncé son projet d'extension du site de 200 millions de livres à la société italienne IREM. Ce projet se traduit par l'embauche de plus de 300 Italiens à Lindsey. Vendredi, le mouvement s'est étendu. Des grèves sauvages de solidarité avec Lindsey ont été entamées dans plusieurs sites industriels du pays. Total a affirmé que son contrat avec IREM s'accompagnerait pas de licenciements à Lindsey. Le British National Party (BNP), parti d'extrême droite, a tenté d'appeler son soutien au mouvement en envoyant ses militants sur les pistes de grève. Mais les syndicats ont accompagné le mouvement pour relâcher son accès à l'usine augmentée en Grande Bretagne. Et le premier ministre Gordon Brown a promis des « emplois au Royaume-Uni pour des travailleurs britanniques ». ■ Virginie Malgouyres (Londres) photo: M. PAVANERIS / AP



Union européenne

## Adhésion envisagée de l'Islande

Un référendum financier de l'Islande pourrait conduire ce pays à demander son adhésion rapide à l'Union européenne. Dans une déclaration au quotidien historique *The Guardian* du 30 janvier, le communiqué européen chargé de l'élargissement, Olli Rehn, a estimé que « si l'Islande se porte candidate rapidement et que les négociations sont rapides, la Croie et l'Islande pourraient rejoindre l'Union européenne ». La Croatie espère rejoindre l'UE en 2011. La Grèce a provoqué la chute du gouvernement dirigé par le conservateur Geis Harizade lundi, et des élections législatives anticipées auront lieu en mai. ■

## Spéculations à Bruxelles autour de José Manuel Barroso

Une poignée de main pour dissiper l'air maigre du « Jan Peter Balkenende et de José Manuel Barroso ont mis à profit un passage à Davos pour se rassurer mutuellement. Entre deux conférences dans la station suisse, les deux hommes ont déjeuné ensemble jeudi soir en restaurant de luxe.

Depuis quelques jours, un premier ministre néerlandais à l'ambition de succéder au président de la Commission européenne l'« homme à l'autre font part tout partie de la même famille politique de centre droit, le Parti populaire européen (PPE). Une éventuelle candidature de Jan Peter Balkenende compliquerait le plan de route de José Manuel Barroso, lui même en lice, et un grand favori, pour un second mandat. La décision doit être prise par les chefs d'Etat et de gouvernement dans la foulée des élections européennes de juin.

M. Balkenende fait partie du paysage ou PPE d'un des responsables de la formation, mais nous souterrains plutôt M. Barroso. « C'est un plusieurs figures de la droite européenne, comme Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel, se sont prononcés plus tôt, mais ce n'est pas l'ancien premier ministre portugais. Quelques gouvernements sociaux-démocrates, comme celui du Britannique Gordon Brown, sont sur la même ligne

« Aucune alternative sérieuse n'est envisagée et stable », affirme un diplomate de haut rang. Cependant, la crise économique s'est venue ténuer les relations entre les capitales et la Commission européenne, dont certains gouvernements enlignent le manque d'initiatives.

La relation entre José Manuel Barroso et Angela Merkel s'est détériorée, en particulier sur les questions climatiques et énergétiques. Depuis deux semaines, le président de la Commission donne des gages à la chancelière allemande et au chef de l'Etat français pour satisfaire des detracteurs assure la reconduction.

Aux Pays-Bas on n'exclut pas que les spéculations autour de Jan Peter Balkenende pourraient d'ailleurs une façon de maintenir la pression sur le président sortant.

« Il ne dir pas non »

Le nom de M. Balkenende a été évoqué dès 2008 par Ben Bot, ancien ministre des affaires étrangères et ancien représentant permanent de son pays auprès de l'Union européenne. « Il n'y a pas de problème pour lui être ouvert », avait affirmé M. Bot. D'autres responsables européens se disent convaincus que M. Balkenende pourrait être la chance si l'étoile de M. Barroso venait à pâlir. Le Néerlandais a aussi pour lui être premier ministre d'un pays qui a su mener de bonnes relations avec l'Al-

lemagne et le Royaume-Uni et se rapprocher de la présidence française de l'Union. A son passif, le fait de ne avoir pas eu le vote néerlandais à la Constitution en 2005, et d'avoir défendu des positions très pro-américaines, notamment lors de la guerre d'Irak.

Aujourd'hui, le chef des chrétiens démocrates néerlandais dément avoir une quelconque ambition

pour presser la Commission. Dans une lettre envoyée à la Chambre des députés néerlandais il y a quelques jours, M. Balkenende ennuie d'insister « tout maintenant ». Il dit vouloir mener à bien sa quatrième expérience gouvernementale, « très important », ce que M. Barroso poursuivra sa tâche. ■ Philippe Ricard et Jean Pierre Troobants (à Bruxelles)

ET POURTANT ILS RÉSISTENT !!

Les enfants de la crise

Manière de voir

Les révoltes du travail

Un siècle de luttes sociales

Bâtisseurs d'utopies

Le travail de 1833 à 2000 en chiffres, en cartes et via à travers le cinéma

100 pages - 7 € - Chez votre marchand de journaux

# Après la crise, ce sera la petite forme



Economie

Pierre-Antoine Delhommais

Il y aura bien un jour où la croissance économique mondiale reviendra. Où les flux commerciaux gonfleront, où les entreprises réembaucheront et réinvestiront, où les carnets de commandes se rempliront, où les indices boursiers remonteront, où les prix de l'immobilier progresseront, où les évolutions trimestrielles du produit intérieur brut redeviendront positives. Ce n'est pas pour demain, ni même sans doute pour après-demain, mais on peut toujours songer à ces jours qui seront forcément meilleurs que ceux que l'on vit en ce moment.

Mais qui risquent aussi d'être beaucoup moins fastes qu'hier, avant que la crise des subprimes n'éclate. On l'a presque déjà oublié, mais l'économie mondiale a connu pendant deux décennies une sorte

d'« âge d'or », pour reprendre l'expression qu'avait employée, en juin 2007, l'ancien directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI), Malcom Knight, qui en présentait la fin imminente : une croissance exceptionnellement forte, mieux partagée – le taux de pauvreté dans les pays en développement est revenu de 52 % à 26 % –, des taux d'intérêt et un chômage tombés à des niveaux historiquement bas – même en France !

Après l'âge d'or, faut-il craindre des années de plomb pour l'économie mondiale ? On sait depuis septembre 2008 et la faillite de Lehman Brothers tout ce que ces Vingt Merveilleuses devaient à l'exubérance irrationnelle du crédit et à ces pyramides de dettes qui viennent de s'écrouler les unes sur les autres.

Il sera difficile, impossible de les reconstruire dans le nouvel ordre financier mondial, mieux « ordonné », précisément, que les pays du G20 ont promis d'instaurer rapidement. C'est sans doute tant mieux, mais cela veut dire aussi que les banques seront pour longtemps moins imprudemment généreuses qu'elles ne l'ont été, que le crédit sera plus rare, que l'argent circulera moins. Ce nouveau monde qui se profile ne vivra plus au-dessus de ses moyens, à l'image des Etats-Unis, et en plus il aura moins de moyens. Le consommateur américain se montrera moins dépensier et achètera moins de produits *made in China*, avec à la clef une expansion moindre pour la première et pour la troisième économie mondiale, donc pour toute la planète.

Autre motif d'inquiétude pour la croissance future, l'ascension fulgurante du chômage à laquelle on assiste. Le BIT prédit que la crise économique mondiale pourrait mettre au chômage 51 millions de personnes. Combien de temps faudra-t-il pour qu'elles retrouvent un travail ? Combien de temps faudra-t-il pour que Caterpillar réembauche les 20 000 personnes qu'il vient de licencier ? Combien de temps faudra-t-il pour effacer les 73 000 suppressions d'emplois annoncées dans la seule journée du mardi 27 janvier aux Etats-Unis et en Europe ? Peut-être des années, le temps de l'embauche s'écoulant infiniment plus lentement que celui du licenciement. Le chômage monte en flèche, il décroît en pente douce. Un taux de chômage durablement plus élevé, cela signifie un

pouvoir d'achat global durablement plus bas. Cela signifie surtout un surcroît d'indemnités et de dépenses sociales que les gouvernements, même les moins bien intentionnés et les moins généreux dans ce domaine – on songe aux Etats-Unis et au Royaume-Uni –, devront bien, s'ils veulent éviter que la crise financière et économique ne dégénère en crise sociale, financer.

Et financer, comme ils n'ont plus le moindre sou en poche, par l'emprunt, comme le reste, comme les plans de sauvetage bancaire et les plans de relance. Deux mille milliards, trois mille milliards de dollars, les caulettes s'affolent quand il s'agit de

## Autre motif d'inquiétude pour la croissance future, l'ascension fulgurante du chômage

comptabiliser ce que les Etats vont devoir, en plus du comblement ordinaire de leurs déficits, aller « lever sur les marchés », comme disent les spécialistes, pour payer leurs mesures anticrise. Ce sont des tombereaux d'obligations d'Etat et de bons du Trésor qui vont bientôt se déverser sur les places financières. On est sorti d'une bulle de crédit, celle du secteur bancaire pour rentrer dans une autre, celles des Etats. La seconde ne s'annonce pas plus réjouissante que la première.

Son premier inconvénient sera de détourner l'épargne mondiale du secteur privé productif et donc de priver les entreprises des financements dont elles ont besoin pour se développer. Avec comme autre conséquence encore plus fâcheuse de provoquer une hausse des taux d'intérêt à long terme dans le monde. Les obligations d'Etat n'échappent pas plus à la loi de l'offre et de la demande que le marché des légumes à Rungis. Trop d'emprunts tue l'emprunt, au moins le dévalorise fortement. Le sacrilège monétaire que s'approprient à commettre les Etats-Unis – faire acheter par la Réserve fédérale les bons émis par le Trésor américain – indique à quel point le risque de flambée des taux longs inquiète à Washington.

C'est aussi le sort qui guette les taux d'intérêt à court terme, fixés par les banques centrales. Dès qu'un léger mieux conjoncturel se fera sentir, ces dernières, apeurées à l'idée de créer de nouvelles bulles spéculatives et désireuses d'éponger le plus vite les liquidités pour éviter l'hyperinflation, ne manqueront pas de donner un sérieux tour de vis.

Durablement plus de chômeurs, moins de crédit et plus cher : il ne faudra pas s'étonner, quand la croissance reviendra, de la trouver très amaigrie et affaiblie. Alors pourra commencer le temps de la nostalgie, celle de cet âge d'or économique qu'on vient de quitter, sans même l'avoir apprécié. ■